97B1937

«AVICO»

SARL AU CAPITAL DE 100.000 EUROS

SIÈGE SOCIAL A PARIS (75018)

Rue du Professeur Gosset n°40

RCS PARIS B 409 854 510 (1997 B 01937)

SIRET 409 854 510 00032 - Code APE 742 C

Greffe du Tribunal de Commerce de Paris

08 MARS 2005

N° de dépôt 16210

Enregistré à : RECETTE GRANDES CARRIERES SUD
Le 21/12/2004 Bordereau n°2004/547 Case n°28
Enregistrement : 75 €
Timbre ::
Total liquidé : soixante-quinze euros
Montant reçu : soixante-quinze euros
L'Agent

oooOoooo

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 8 NOVEMBRE 2004

L'AN DEUX MIL QUATRE,
LE HUIT NOVEMBRE A QUATORZE HEURES,
AU SIEGE SOCIAL.

Les Associés de la Société «AVICO», Société à Responsabilité Limitée au capital de 100.000 EUROS, divisé en 100 parts sociales de 1.000 EUROS chacune, dont le siège social est à PARIS (75018) Rue du Professeur Gosset n°40, se sont réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire, conformément à la loi et aux statuts.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Mourad MAJOUL, Co-Gérant Associé de la Société.

Après avoir déclaré qu'il possède personnellement :
CINQUANTE ET UNE PARTS SOCIALES, ci... 51 PARTS

Monsieur le Président constate que sont présents à la réunion :

- Monsieur Gilles GOMPERTZ
propriétaire de VINGT QUATRE PARTS SOCIALES, ci 24 PARTS

- Madame Annie FAURE
propriétaire de VINGT TROIS PARTS SOCIALES, ci 23 PARTS

MJC



GG

FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

- La Société « Californian Aircraft & engines, inc »
propriétaire de DEUX PARTS SOCIALES,
est absente et excusée, ci 2 PARTS

TOTAL 98 PARTS
SUR 100 PARTS

Monsieur le Président constate en conséquence que les associés sont présents et représentés et que l'Assemblée peut valablement délibérer.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par les associés en entrant en séance.

Monsieur le Président constate également la présence de :

- Monsieur Frédéric CAMPANA, Commissaire aux Comptes chargé d'établir un rapport sur la Société, et d'évaluer l'actif social, conformément à l'article L 224-3 du Code de Commerce.

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- La feuille de présence,
- Le rapport de la Gérance,
- Le rapport de Monsieur
es-qualité, Commissaire à la transformation sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers,
- Les statuts de la Société sous la forme de SARL,
- Les nouveaux statuts qui seront soumis à l'adoption de la Société, sous la forme de Société par Actions Simplifiée,
- Le texte des résolutions qui sera proposé au vote de l'Assemblée.

Puis, il donne lecture du rapport de la gérance, la parole est ensuite donnée à Monsieur Frédéric CAMPANA, Commissaire aux Comptes et Commissaire à la transformation pour lecture du rapport.

Cette lecture terminée, Monsieur le Président explique que compte tenu du repositionnement de la société vis à vis de la clientèle et de son développement prévu sur les trois prochains exercices, il serait souhaitable de transformer la Société en Société par Actions Simplifiée.

Puis, il rappelle que l'Ordre du Jour de la présente Assemblée est le suivant :

MJC

GC

FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

ORDRE DU JOUR

- Approbation de l'évaluation desdits biens composant l'actif social,
- Constatation de l'existence de capitaux propres d'un montant au moins égal au capital social,
- Transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée,
- Statuts établis aux termes de la présente Assemblée,
- Constatation de la répartition des actions,
- Nomination des membres devant composer la Direction de la Société,
- Ratification de la démission du co-gérant,
- Nomination du directeur général,
- Maintien du Commissaire aux comptes titulaire et du Commissaire aux Comptes suppléant,
- Transformation prenant effet en cours d'exercice sans modification de la clôture de l'exercice social,
- Constatation de la réalisation définitive de la transformation,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

La discussion close, et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix, les résolutions suivantes figurant à l'Ordre du Jour :

RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :
- du rapport de la gérance,
et du rapport établi par Monsieur Frédéric CAMPANA, Commissaire à la transformation,

approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social telle qu'elle est établie dans le rapport.

Prend acte de l'attestation à la transformation, contenue dans son rapport précité et de laquelle, il résulte que le montant des capitaux propres de la société est au moins égal au capital social.

Et, constatant que toutes les conditions générales requises sont réunies, décide de transformer la Société en Société par Actions Simplifiée à compter de ce jour, cette transformation n'entraînant pas la création d'un être moral nouveau.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

MSC

CC

FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

DEUXIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la transformation qui vient d'être décidée, l'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du projet de statut, approuve ce nouveau texte qui régira la Société à compter de ce jour, qui sera repris et complété conformément à la loi et aux statuts.

ARTICLE 1 - FORME

La Société à Responsabilité Limitée «AVICO», constituée suivant acte sous signature privée en date à PARIS du 1er NOVEMBRE 1996 a été transformée en Société par Actions Simplifiée, suivant la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 NOVEMBRE 2004.

Elle est désormais soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les Sociétés par Actions Simplifiées, ainsi qu'aux présents statuts.

Cette Société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et qui pourront l'être ultérieurement.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en FRANCE et dans tous pays :

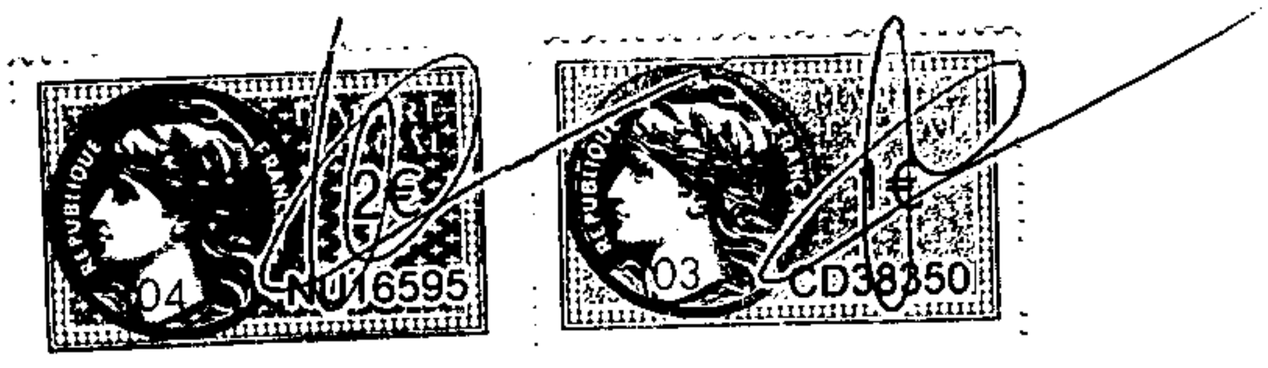
- L'organisation de déplacements d'individuels ou de groupes, l'organisation du transport aérien, terrestre et maritime, et traitement de tous services relatifs à des déplacements de personnes dans le cadre d'une activité d'agence de voyage.
- L'affrètement d'avions en faveur de tiers utilisateurs ou revendeurs ou exploitants avec ou sans assurance ou garantie.
- La représentation et commercialisation de compagnies aériennes.
- Etude et conseil en matière d'organisation de voyages et de transport aérien.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société conserve la dénomination sociale de :

«AVICO»

MJC



FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :
PARIS (75018)
Rue du Professeur Gosset n°40

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du Commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - APPORTS

- Lors de sa constitution sous la forme de Société à Responsabilité limitée, les associés ont apporté à la société, savoir:

Apport en numéraire, la somme de CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (180.000 FRANCS) (27.440,82 EUROS).

- Aux termes de plusieurs augmentation de capital, le capital social a été augmenté pour être porté à la somme de 100.000 EUROS (100.000 EUROS).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100.000 EUROS) représentant le total du capital d'origine et des augmentations du capital.

Le capital social de CENT MILLE EUROS (100.000 EUROS) est divisé par la Société sous la forme à Responsabilité Limitée en CENT (100) PARTS SOCIALES de MILLE EUROS (1.000 EUROS) chacune, entièrement libérées et attribuées. Il est divisé par actions de MILLE EUROS (1.000 EUROS) chacune entièrement libérées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

MJL

2€ 04 CG16595 1€ PR38350

GG

FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constate qu'aux termes des nouveaux statuts, le capital social reste fixé à la somme de CENT MILLE (100.000 EUROS) divisé en CENT (100) ACTIONS de MILLE EUROS (1.000 EUROS) chacune.

Elle décide en conséquence, que ces actions, sont attribuées aux associés dans la proportion de leurs droits dans le capital social soit à raison d'UNE ACTION pour UNE PART SOCIALE de la SARL, savoir :

- Monsieur Mourad MAJOUL propriétaire de CINQUANTE ET UNE ACTIONS, ci...	51 ACTIONS
- Monsieur Gilles GOMPERTZ propriétaire de VINGT QUATRE ACTIONS, ci	24 ACTIONS
- Madame Annie FAURE propriétaire de VINGT TROIS ACTIONS, ci	23 ACTIONS
- La Société « Californian Aircraft & engines, inc » propriétaire de DEUX ACTIONS, ci	2 ACTIONS
TOTAL	100 ACTIONS

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

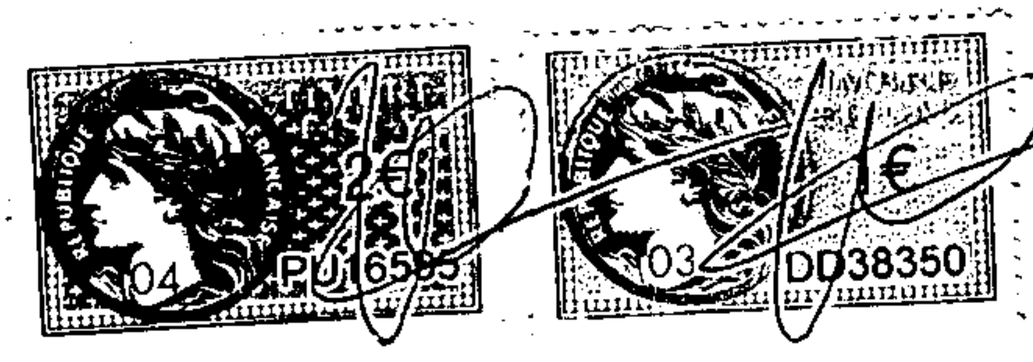
QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée des associés nomme comme premier Président, sous sa forme de Société par Actions Simplifiée dans les termes et sous les conditions de l'article 13 des statuts, pour une durée de CINQ ANNEES qui prendra fin lors de la réunion de l'Assemblée Générale Annuelle Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009 :

Monsieur Mourad MAJOUL, demeurant à SURESNES (92150) Rue des Cottages n°36,
Né le 7 SEPTEMBRE 1964 à Ezzahra (Tunisie), de nationalité française.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

MJL



FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

Monsieur Mourad MAJOUL présent à la réunion, déclare accepter expressément les fonctions qui viennent de lui être confiées, et déclare qu'il n'exerce aucune autre ou mesure susceptible de lui interdire d'exercer les fonctions de Président de la Société.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du fait de la transformation de la société de la cessation des fonctions de co-gérant de Monsieur Gilles GOMPERTZ, et lui donne quitus.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée des associés, sur proposition des associés, nomme comme premier Directeur Général, sous sa forme de Société par Actions Simplifiée dans les termes et sous les conditions de l'article 13 des statuts, pour une durée de CINQ ANNEES qui prendra fin lors de la réunion de l'Assemblée Générale Annuelle Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009 :

Monsieur Gilles GOMPERTZ, demeurant à MONTREUIL (93100) Rue Honoré de Balzac n°23,

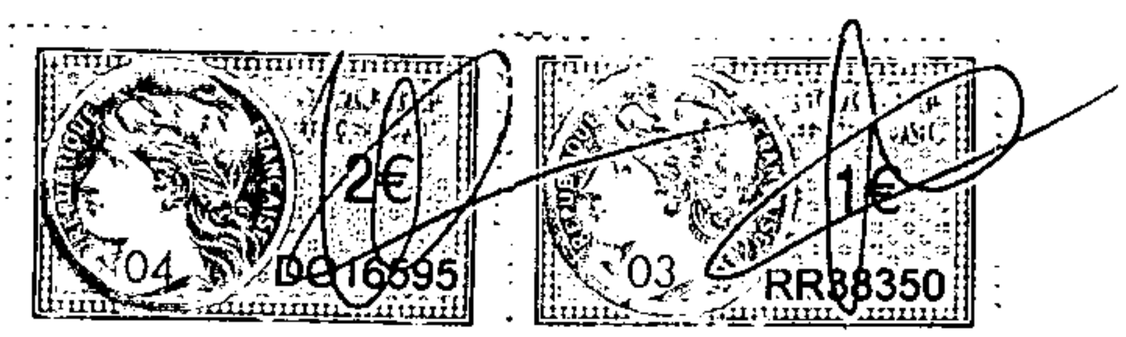
Né le 16 JUIN 1964
A Suresnes (92150)
De nationalité Française.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les mandats de Monsieur Frédéric CAMPANA et de la Société «Cabinet Marie ALVAREZ-GARZON», respectivement Commissaire aux comptes titulaire et Commissaire suppléant de la Société, sous sa forme de Société à Responsabilité Limitée, ne sont pas expirés. En conséquence, elle constate et décide en tant que de besoin, que ces mandats se poursuivront jusqu'à la date de leur expiration normale soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 2007.

MJ



GG

FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

HUIIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale déclare que la durée de l'exercice social en cours, qui doit être clos le 31 DECEMBRE, ne sera pas modifié du fait de l'adoption de la forme de Société par Actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice soit ceux du 31 décembre 2004, seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions de la loi du 24 JUILLET 1966, relative aux Sociétés par actions.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée des associés constate que la transformation de la Société «AVICO» en Société par actions simplifiée est définitive, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de ses fonctions par le Président et la reconduction des mandats des Commissaires aux comptes.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

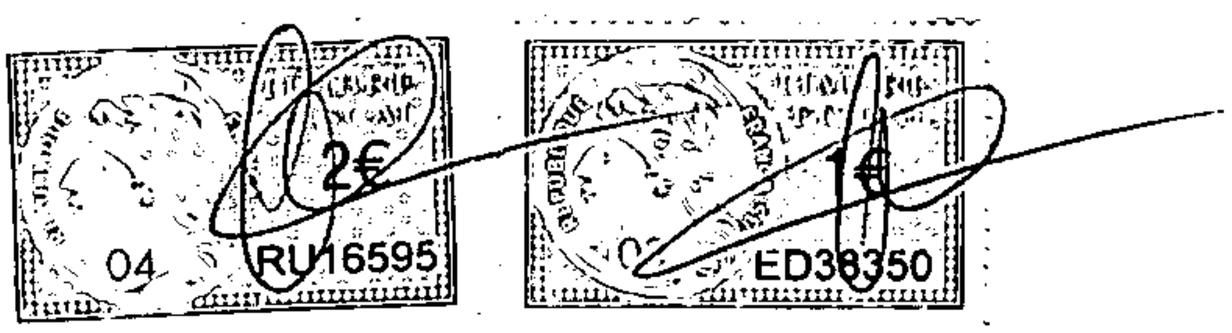
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs :

- A la gérance, avec faculté de se substituer tout mandataire de son choix, à l'effet d'accomplir toutes formalités requises par la loi, en conséquence des résolutions qui précèdent,

- Au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal constatant la présente délibération, en vue de toutes formalités pouvant être effectuées par une personne autre que les Co-Gérant.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

MJL



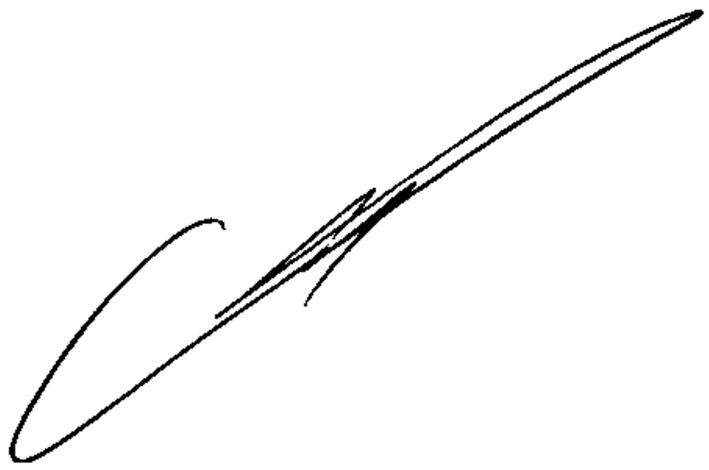
FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

Plus rien n'étant à l'Ordre du Jour, et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée à 16 heures.

DE TOUT CE QUE DESSUS, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel, après lecture faite, a été signé par les associés et les Co-Gérants.

Monsieur Gilles GOMPERTZ
CO GERANT ASSOCIE



Monsieur Mourad MAJOUL
CO GERANT ASSOCIE



Madame Annie FAURE
ASSOCIEE





FACE ANNULEE

ARTICLE 905 C.G.I.
ARRET DU 20 MARS 1958

FIDUCIAIRE
€URO
AUDIT

AVICO

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 100 000 EUR

40, Rue du Professeur Gosset

75018 PARIS

R.C.S Paris B 409 854 510

RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LA TRANSFORMATION DE LA SARL AVICO
EN SOCIETE ANONYME SIMPLIFIEE

20 rue du Moulin des Bruyères
92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 60 98 33
Fax : 01 47 88 72 50
E-mail : fc@euro-experts.net
www.euro-experts.net

Frédéric CAMPANA
Commissaire aux Comptes
près la Cour d'Appel de Versailles
RCS NANTERRE B 422 446 104 - APE 741 C

AVICO
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 100 000 EUR
40, Rue du Professeur Gosset
75018 PARIS
R.C.S Paris B 409 854 510

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA TRANSFORMATION DE LA SARL AVICO EN SOCIETE ANONYME SIMPLIFIEE

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue Extraordinairement du 21 octobre 2004 et en application de l'article L.223-43 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur la situation de votre société.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à analyser la situation de la société afin de mettre en évidence les éventuels faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

Notre synthèse de notre analyse sur la situation de la société est la suivante :

- ✓ La situation financière de la société est satisfaisante,
- ✓ Les capitaux propres sont suffisants au regard de la transformation envisagée,
- ✓ Le développement de l'activité est régulier et correctement maîtrisé.

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de votre société, telle qu'elle est analysée ci-dessus n'appelle pas d'observations de notre part, en particulier au regard de la continuité d'exploitation.

Fait à Courbevoie, le 22 octobre 2004

Frédéric CAMPANA
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Euros

	31/12/2003			31/12/2002
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	130 585	39 314	91 272	103 711
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	95 450		95 450	93 450
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 955		14 955	14 955
	240 990	**39 314**	**201 676**	**212 116**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	989 292		989 292	389 250
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 719 068	18 486	1 700 582	654 264
Autres créances	234 982		234 982	85 614
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	863 057		863 057	518 450
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	655 866		655 866	990 404
Charges constatées d'avance (3)	297 063		297 063	656 061
	4 759 328	**18 486**	**4 740 842**	**3 294 043**
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif	180 738		180 738	37 873
TOTAL GENERAL	**5 181 056**	**57 799**	**5 123 257**	**3 544 031**

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

Euros

			31/12/2003 Net	31/12/2002 Net
CAPITAUX PROPRES				
Capital	(dont versé :	100 000)	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation				
Ecart d'équivalence				
Réserves :				
- Réserve légale			10 000	10 000
- Réserves statutaires ou contractuelles				
- Réserves réglementées				
- Autres réserves			529 862	530 727
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			318 443	149 135
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
			958 305	**789 862**
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres fonds propres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques			90 014	40 486
Provisions pour charges				
			90 014	**40 486**
DETTES (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)			5 498	7 257
Emprunts et dettes financières (3)			444 545	383 927
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			116 619	35 228
Fournisseurs et comptes rattachés			1 690 063	1 233 213
Dettes fiscales et sociales			296 129	112 854
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			44 073	76 387
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance (1)			1 323 661	818 445
			3 920 588	**2 667 310**
Ecarts de conversion Passif			154 349	46 373
TOTAL GENERAL			**5 123 257**	**3 544 031**
(1) Dont à plus d'un an (a)				*2 632 082*
(1) Dont à moins d'un an (a)			*3 803 969*	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque			*5 498*	*7 257*
(3) Dont emprunts participatifs				

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

Euros

	31/12/2003			31/12/2002
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	1 149 533		1 149 533	
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	730 669	27 144 950	27 875 619	17 384 767
Chiffre d'affaires net	**1 880 202**	**27 144 950**	**29 025 152**	**17 384 767**
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges			19 718	92 756
Autres produits			56 977	4 826
			29 101 847	**17 482 349**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			722 033	
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements			342 116	
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			26 440 875	16 637 322
Impôts, taxes et versements assimilés			37 431	(7 357)
Salaires et traitements			466 604	387 922
Charges sociales			267 389	69 636
Dotations aux amortissements et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			17 469	15 417
- Sur immobilisations : dotations aux provisions				
- Sur actif circulant : dotations aux provisions			7 983	10 503
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			69 246	19 718
Autres charges			134 570	7 828
			28 505 716	**17 140 989**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**596 131**	**341 360**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			19 348	11 029
Reprises sur provisions et tranfert de charges				
Différences positives de change			82 314	70 182
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			101 662	**81 211**
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			13 579	4 832
Différences négatives de change			171 954	174 220
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			185 532	**179 052**
RESULTAT FINANCIER			**(83 871)**	**(97 842)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**512 260**	**243 519**

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

Euros

	31/12/2003	31/12/2002
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 937	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et tranferts de charges		
	1 937	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	76	532
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		5 396
	76	**5 928**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 861**	**(5 928)**
Participation des salariés aux résultats	**20 346**	
Impôts sur les bénéfices	**175 332**	**88 456**
Total des produits	**29 205 446**	**17 563 560**
Total des charges	**28 887 002**	**17 414 425**
BENEFICE OU PERTE	**318 443**	**149 135**
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	*26 374*	*3 746*
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

«AVICO»

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 100.000 EUROS

SIÈGE SOCIAL A PARIS (75018)

Rue du Professeur Gosset n°40

RCS PARIS B 409 854 510 (1997 B 01937)

SIRET 409 854 510 00032 - Code APE 742 C

STATUTS

Société régie par les textes légaux ou réglementaires en vigueur sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Article 1. - Forme.

La Société à Responsabilité Limitée «AVICO», constituée suivant acte sous signatures privées en date à PARIS du 1er NOVEMBRE 1996, a été transformée en Société par Actions simplifiée, suivant la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 NOVEMBRE 2004.

Elle est désormais soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les Sociétés par actions simplifiées, ainsi qu'aux présents statuts.

Cette société continue d'exister entre les propriétaires des actions ci-après créées et qui pourront l'être ultérieurement.

Article 2. - Objet.

La Société a pour objet en FRANCE et dans tous pays :

- L'organisation de déplacements d'individuels ou de groupes, l'organisation du transport aérien, terrestre et maritime, et traitement de tous services relatifs à des déplacements de personnes dans le cadre d'une activité d'agence de voyage.

- L'affrètement d'avions en faveur de tiers utilisateurs ou revendeurs ou exploitants avec ou sans assurance ou garantie.
- La représentation et commercialisation de compagnies aériennes.
- Etude et conseil en matière d'organisation de voyages et de transport aérien.

- La création, l'acquisition de tous fonds de commerce, de toute entreprise ayant un objet similaire ou connexe à celui de la présente société ou susceptible d'en favoriser le développement, le tout, tant pour son compte, que pour le compte des tiers.

- Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant favoriser, directement ou indirectement l'objet social, ou son extension, ou tous objets similaires ou connexes, ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

- La participation effective de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce par voie de création de société en participation.

Article 3. - Dénomination.

La dénomination sociale est : **«AVICO».**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4. - Siège social.

Le siège social est fixé à :

PARIS (75018)

Rue du Professeur Gosset n°40

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision ordinaire des actionnaires.

Article 5. - Durée.

La société a une durée de 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. - Apports.

- Lors de sa constitution sous la forme de Société à Responsabilité limitée, les associés ont apporté à la société, savoir:

Apport en numéraire, la somme de CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (180.000 FRANCS) (27.440,82 EUROS).

- Aux termes de plusieurs augmentation de capital, le capital social a été augmenté pour être porté à la somme de 100.000 EUROS (100.000 EUROS).

Article 7. - Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de **CENT MILLE EUROS (100.000 EUROS)** divisé en **CENT (100) actions de UN EURO (1.000 EUROS) chacune.**

Article 8. - Modifications du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi; par l'Assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 19 ci-après.

L'Assemblée peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 9. - Forme des actions.

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10. - Cession des actions.

Préemption.

Toutes autres cessions d'actions, même entre actionnaires, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice, est soumise à agrément et ouvre un droit de préemption dans les conditions ci-après. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au président et à chacun des actionnaires le projet de cession, par lettre recommandée AR, indiquant la dénomination sociale, la forme, le montant du capital, le siège et le RCS du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification au cédant et au président au plus tard dans les 15 jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les actionnaires ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de 15 jours ci-dessus, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des actionnaires n'absorbe pas la totalité des actions concernées, la société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire d'un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

A défaut d'exercice par les titulaires ci-dessus de leurs droits de préemption sur la totalité des actions dont la cession est envisagée, et dans les délais prévus, la cession projetée peut être réalisée mais seulement aux prix et conditions contenus dans la notification visée ci-dessus, le non-exercice du droit de préemption valant agrément du cessionnaire sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après).

Agrément.

Les actions ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'agrément de la collectivité des associés dans les conditions prévues à l'article ci-après.

1° La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société et à chaque actionnaire, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective des actionnaires à la majorité des deux tiers, le cédant ne prenant pas part au vote. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, dans les 15 jours, par lettre recommandée AR.

En cas de refus, le cédant aura 15 jours, pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

2° Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le président est tenu, dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

A cet effet, le président avisera les actionnaires de la cession projetée, par lettre recommandée, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les actionnaires au président, par lettre recommandée AR, dans les 15 jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est faite par le président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3° Si aucune demande d'achat n'a été adressée au président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers.

4° Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée AR à laquelle le cédant doit répondre dans les 15 jours de la réception.

En cas d'accord, le président provoque une décision collective des actionnaires à l'effet de décider du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai d'un mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5° Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai d'un mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6° Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

7° La cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président ou d'un délégué du président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.

8° Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

Elles s'appliquent également en cas de fusion d'une personne morale actionnaire de la société avec une personne morale non-actionnaire. Dans ce cas, l'actionnaire devra se soumettre à la procédure prévue par le présent article, dans les mêmes conditions que pour une cession.

Elles s'appliquent également, *mutatis mutandis,* à toutes les cessions de titres, droits ou valeurs mobilières composées émises par la société, pouvant donner, immédiatement ou à terme, des droits quelconques, partiels ou globaux, à une fraction du capital, aux bénéfices ou aux votes des actionnaires de la société ou de toutes sociétés qui viendraient à ses droits après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif, ou opération assimilée.

9° La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la société pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme actionnaire est d'un mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

10° En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions, les attributions à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué au présent article.

En conséquence, tout projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société dans les conditions fixées au 1° ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision des actionnaires, dans les trois mois de la demande d'agrément, celui-ci sera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans les trente jours de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° à 4° ci-dessus. A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai fixé au 5° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Le cédant pourra être dispensé de la procédure d'agrément sous réserves d'obtenir l'accord du Président. L'agrément d'un nouvel administrateur pourra en outre résulter d'une décision des actionnaires aux termes d'un acte SSP.

Article 11. - Exclusion.

Après avoir été invité à présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, un actionnaire peut être exclu de la société par décision de l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des autres actionnaires pour les motifs détaillés ci-dessous :

- non respect des dispositions statutaires,
- démission ou licenciement du salarié devenu associé postérieurement à son embauche,

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le président, par lettre recommandée AR, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

La réunion des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de 20 jours après la notification des griefs, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues au 1 ci-dessus sachant que le montant du prix de cession d'une action sera égal au montant des capitaux propres évalué au 31 décembre précédent la demande d'exclusion. Ce prix sera augmenté de la somme des résultats comptables réalisés au cours des TROIS dernières années et arrêtés au 31 décembre. Le prix ainsi obtenu sera ramené à la quote-part des actions décidées.

Article 12. - Droits et obligations attachés aux actions.

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 13. - Président.

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux même conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils

étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est de CINQ ans.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieures à TROIS mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'actionnaire concerné. Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pendant la durée de son mandat, le président ne peut être révoqué qu'à l'unanimité des actionnaires. La révocation n'a pas à être motivée ; elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 14. - Directeur général.

Sur la proposition du président, les actionnaires, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un ou plusieurs directeur général personne physique *ou* personne morale.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des actionnaires (*ou :* par le président, *ou :* par un actionnaire, *ou autre*).

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Article 15. - Rémunération du président et du directeur général.

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 16. - Conventions entre la société et les dirigeants.

1. Le président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 17. - Décisions des actionnaires.

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, *etc.* - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que l'exclusion d'un actionnaire et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant 36% du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

Elle est réunie à Paris.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

L' assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 8 jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de 15 jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

Article 18. - Décisions extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Par exception, l'exclusion d'un actionnaire ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de tous les autres actionnaires.

En outre, les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un actionnaire ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

Article 19. - Décisions ordinaires.

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 20. - Information des actionnaires.

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

2. Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 21. - Exercice social.

Chaque exercice social commence le **1er JANVIER** et se termine le **31 DECEMBRE** de chaque année.

Article 22. - Comptes annuels.

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une Assemblée Générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23. - Résultats sociaux.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes ne sont pas prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24. - Comité d'entreprise.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 25. - Liquidation.

La liquidation de la société est effectuée conformément à la Loi du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26. - Contestations.

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de six mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu à Paris, et sera conduit en langue française.

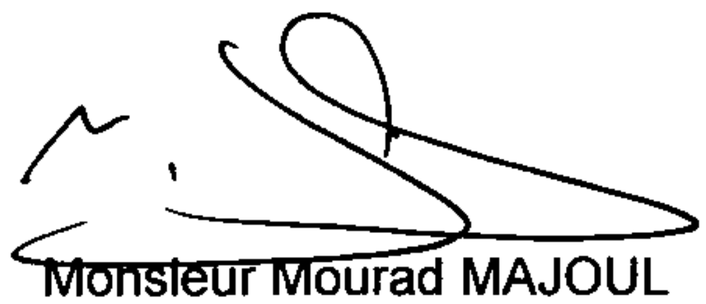
Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

Article 27. – Jouissance de la personnalité morale.

La Société étant déjà immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS jouit de la personnalité morale. Le soussigné certifie la présente copie conforme aux textes mis à jour à la date d'aujourd'hui des statuts de la Société.

Fait à PARIS, en autant d'exemplaires que requis par la loi.

Le 8 NOVEMBRE 2004.



Monsieur Mourad MAJOUL

LE PRESIDENT

POUVOIR SPECIAL

Je soussigné(e) : Monsieur Mourad MAJOUL, Co-Gérant de la SARL AVICO,

Siège social à PARIS (75018) rue du Professeur Gosset n°40,

Donne pouvoir à la SELARL «CBA-Cabinet BENAYOUN ASSOCIES»
Avocats à la Cour

Siège social à PARIS (75016) Avenue du Président Kennedy n°16,

à l'effet :

- **D'effectuer toutes démarches relatives aux formalités auprès du Centre de Formalités des Entreprises de PARIS,**

- **De signer tous documents, requêtes et pièces,**

Et, d'une façon générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des présentes.

Fait à PARIS,
Le 8/4/24

LE MANDATAIRE
(«accepté» et signature)

accepte

LE MANDANT
(«bon pour pouvoir» et signature)

bon pour pouvoir